



Venezuela : Obama a-t-il donné carte blanche au Pentagone?

Par [André Maltais](#)

Mondialisation.ca, 19 février 2010

[L'aut'journal](#) 19 février 2010

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [HAITI](#)

Affecté par la crise économique mondiale et la baisse du prix du pétrole, éprouvé par une sécheresse qui menace l'approvisionnement électrique du pays, le Venezuela traverse une période difficile comme cela arrive dans de nombreux pays du monde. 

Mais le pays est entouré de bases militaires et d'espions de la CIA, scruté à la loupe par les grands médias locaux et internationaux de même que par les gouvernements occidentaux, tous attendent un faux pas de sa part.

Ce faux pas, l'opposition interne, très minoritaire mais très appréciée à l'extérieur des frontières vénézuéliennes, est prêt à tout pour le provoquer de sorte que la moindre mesure prise par l'administration Chavez prend des proportions démesurées.

Par exemple, une dévaluation partielle de la monnaie, annoncée le 8 janvier, suivie par l'expropriation de la chaîne de supermarchés Exito qui en avait profité pour spéculer sur les prix des aliments et accaparer des stocks, a déclenché un tollé médiatique accusant le président Chavez de fermer « par centaines des commerces constamment menacés d'expropriation ».

La dévaluation vise, sagement et en toute souveraineté, à réduire les importations pour relancer la production nationale et diversifier les exportations puisque celles reliées au pétrole représentent 90% des revenus en devises du Venezuela.

Une autre mesure, décriée partout comme une preuve d'inefficacité de la révolution bolivarienne, est la baisse drastique de 20% de la consommation d'énergie qui, depuis le début de cette année, affecte les secteurs public et privé.

La mesure est causée par une longue période de sécheresse qui fait dramatiquement baisser le niveau d'eau des barrages hydro-électriques, principalement celui de la centrale El Guri qui, à elle seule, alimente en électricité 73% du pays.

L'état « d'urgence électrique », décrété officiellement le 8 février dernier, provient aussi de l'arrêt « temporaire » de vente d'électricité au Venezuela par la Colombie voisine, également très touchée par la sécheresse.

Une troisième mesure, qui ailleurs serait passée inaperçue, a relancé l'agression médiatique permanente envers le gouvernement vénézuélien, cette fois sous la forme d'accusations de « faire taire les médias d'information critiques » et de « s'attaquer à la liberté d'expression ».

».

Il s'agit de la suspension temporaire par la Commission nationale des télécommunications (CONATEL) des activités d'une demi-douzaine de chaînes télévisées qui ne se conformaient pas aux exigences de la Loi de responsabilité sociale en matière de radio et télévision (RESORTE).

La chaîne RCTV, qui a participé activement au coup d'état raté de 2002 contre Hugo Chavez et se retrouve aujourd'hui parmi les fautives, ignore volontairement cette loi.

Alors que toutes les autres chaînes suspendues s'y sont rapidement conformées et ont repris leur programmation, RCTV a un tout autre agenda : agiter les rues et espérer qu'un gouvernement sous haute surveillance commette les erreurs qui précipiteront sa chute.

Contre les mesures mentionnées, les médias vénézuéliens et les recteurs de certaines universités ont mobilisé un mouvement étudiant issu des classes riches. Des affrontements qui ont duré toute la dernière semaine de janvier ont fait deux morts et 16 blessés.

À leur tour, ces violences ont alimenté une nouvelle campagne médiatique annonçant « la fin imminente du cycle Chavez ». Le 25 janvier, le Washington Post publie un éditorial affirmant que « Hugo Chavez et le socialisme du 21e siècle ont été défaits et sont en train de s'écrouler ».

« Le pays, poursuit l'éditorialiste, s'enfonce dans la récession, l'inflation à deux chiffres et le possible effondrement du réseau électrique national. »

Quatre jours plus tôt, en pleine entrevue télévisée, le président de la Fédération des chambres de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS), Noel Alvarez, lance à un animateur hilare que « la solution pour sortir du régime Chavez est la solution militaire. »

Le plus terrible est que cette dernière est réellement là.

Les États-Unis, rappelle Ignacio Ramonet, sur le portail internet Mémoire des luttes, ont immédiatement réagi à l'entrée en fonction du président Chavez, le 2 février 1999.

Obligés par le traité Torrijos-Carter de 1977 d'évacuer l'importante base militaire de Howard, au Panama, le Pentagone choisit alors de disperser ses installations à Manta (Équateur), Comalapa (Salvador) et dans les îles d'Aruba et Curaçao, situées à quelques kilomètres de la côte vénézuélienne.

Dès le début, l'un des objectifs est de surveiller le Venezuela et aider à déstabiliser la révolution bolivarienne.

En même temps, après les événements du 11 septembre 2001, Washington abandonne définitivement les grandes bases militaires avec un personnel nombreux et des équipements lourds pour les remplacer par des installations dotées de très peu d'effectifs mais d'une technologie avancée en matière de détection.

La base de Manta a participé au coup d'état manqué contre Hugo Chavez, en avril 2002, et, en 2005, les États-Unis renouvellent l'accord avec les Pays-Bas pour Aruba et Curaçao où s'intensifie rapidement l'activité militaire.

C'est au cours de cette même année qu'est créée l'ALBA et que, facilement réélu, le président Chavez commence à évoquer le « socialisme du 21e siècle ».

Les États-Unis réagissent encore en imposant un embargo sur la vente d'armes et de matériel militaire au Venezuela sous le faux prétexte que le pays ne collabore pas suffisamment à la lutte contre le terrorisme.

L'embargo force le gouvernement Chavez à se tourner vers la Russie pour équiper l'armée bolivarienne dont les avions F-16 de fabrication états-unienne se retrouvent sans pièces de rechange.

Les États-Unis ont alors beau jeu de dénoncer un « réarmement massif » du Venezuela omettant de mentionner la colossale aide militaire qu'ils fournissent eux-mêmes à la Colombie et les budgets d'armement brésilien et chilien, infiniment plus élevés que celui du Venezuela.

En 2008, Washington réactive la quatrième flotte, abolie depuis 1948, dont la mission est de surveiller et contrôler la côte Atlantique de l'Amérique du Sud.

L'encercllement du Venezuela s'accélère ensuite. La base de Manta, évacuée en 2009, est remplacée par l'utilisation de plusieurs bases militaires colombiennes dont certaines proches de la frontière sud-ouest du Venezuela. Puis, en octobre dernier, le président conservateur du Panama, Ricardo Martinelli, cède l'usage de quatre autres bases de son pays aux États-Unis.

À cela, l'expert en géopolitique, Michel Chossudovsky, ajoute l'invasion d'Haïti déguisée en aide humanitaire, qui, depuis le tremblement de terre du 12 janvier dernier, permet à Washington de disposer d'une véritable armada à la fois proche de Cuba et de Venezuela.

Sans oublier le coup d'état du 28 juin dernier, au Honduras, que l'administration Obama a largement aidé à réussir, encourageant clairement les aspirants putschistes de la droite vénézuélienne.

« Le Venezuela et la révolution bolivarienne, conclut Ignacio Ramonet, se retrouvent donc encerclés par pas moins de 13 bases états-uniennes (...) ainsi que par les porte-avions et les vaisseaux de la quatrième flotte. »

« Le président Barack Obama semble avoir donné carte blanche au Pentagone. Tout paraît annoncer une agression militaire. Les peuples du monde accepteront-ils que soit commis un nouveau crime contre la démocratie en Amérique latine? »

La source originale de cet article est [L'aut'journal](#)

Copyright © [André Maltais](#), [L'aut'journal](#), 2010

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca